

## L'impérialisme turc à l'assaut de la Libye



Dov Zerah revient cette semaine sur la situation en Libye et sur l'influence de la Turquie.

Avec Dov  
Zerah

### Il y a quinze mois, le maréchal Khalifa Haftar était aux portes de Tripoli.

**En 2014**, il s'était lancé dans la lutte pour le contrôle du pays, et, en cinq ans, il avait conquis territoire après territoire, pris le contrôle en 2016 des principales infrastructures pétrolières, s'était emparé de Benghazi en 2017, et avait étendu son influence jusqu'à Sheba, la capitale du Fezzan...

**En avril 2019**, le maréchal avait lancé son opération « déluge de dignité » et ses troupes de l'Armée nationale libyenne (ANL) à l'assaut de Tripoli **et du Gouvernement d'union nationale, GNA**, de Fayez al-SARRAJ, reconnu par les Nations Unies. Après une avancée fulgurante, il avait été bloqué à l'entrée sud-est de la capitale par **une armée de troupes disparates en « claquette survets »** ... Il aurait surestimé ses forces ou les Russes qui le soutiennent avec la société privée paramilitaire Wagner l'auraient empêché d'aller jusqu'au bout pour ménager le GNA et son parrain turc...

Au-delà de ce blocage, des alliances entre les tribus qui se font et défont, ce climat d'incertitudes a créé un vide, un espace dans lequel s'est engouffré Recep Tayyip Erdogan, n'hésitant pas à y déployer ses troupes.

Appuyées par les soldats et drones turcs ainsi que par des miliciens venus de Syrie, les troupes du GNA bousculent celles du maréchal HAFTAR, et sont en passe de reprendre Syrte, verrou stratégique de l'Est ; cela risque de pousser l'Égypte à intervenir plus franchement.

**La Libye est en pleine syrianisation** avec du côté du maréchal la Russie, l'Égypte, la France et les Émirats arabes unis (EAU) et du côté du GNA la Turquie et tous les pays sunnites s'inscrivant dans la mouvance des frères musulmans.

Comme la Russie en Syrie, la Turquie est intervenue militairement en Syrie et en Libye sans aucune autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Avec leur intervention en Irak, les États-Unis avaient montré le mauvais exemple. **C'est une nouvelle manifestation de la faillite du système onusien**, d'autant qu'aucun de ces trois pays n'ont, bien évidemment, fait l'objet d'une quelconque condamnation à l'ONU !

De la même façon que Wladimir Poutine a sauvé le régime d'Hafez el Assad en envoyant ses troupes, Erdogan a sauvé le GNA et contrecarré les ambitions du maréchal Haftar Contré en Syrie par les Russes, Erdogan prend sa revanche en Libye.

Nouveau sultan néo ottoman, Erdogan cherche depuis une vingtaine d'années à faire revivre la gloire de l'Empire ottoman, et à étendre avec troupes et entreprises l'influence de son pays sur le pourtour méditerranéen et au-delà : Syrie, Gaza, Jérusalem, Libye,

Avec 1 760 000 km<sup>2</sup> et une population de moins de 7 millions d'habitants, la Libye est un pays désertique, et peu peuplé avec une densité de moins de 4 habitants au km<sup>2</sup>. Mais, **la Libye est un pays riche, très riche** avec des ressources, des énormes ressources pétrolières ; avec une production quotidienne d'un million de barils et plus de 40 milliards de barils, la Libye est un des dix premiers producteurs de pétrole.

Cela attise des convoitises même si depuis la mort du colonel Kadhafi, l'économie s'est effondrée ; cela n'a rien d'étonnant avec une guerre civile qui s'éternise depuis huit ans, et l'impossibilité d'établir un gouvernement stable. Le pays est contrôlé par des tribus ou factions différentes et a de nombreuses zones de non droit. Par le biais d'accords bilatéraux, la Turquie a d'ores et déjà fait main basse sur des ressources libyennes.

Dans ce contexte, **l'Europe paraît particulièrement absente**. Nonobstant ses prétentions séculaires sur son ancienne colonie, **l'Italie** semble impuissante. Malgré son influence sur le pays depuis la seconde guerre mondiale, **le Royaume Uni** semble lointain. **L'Allemagne** s'est contentée d'accueillir une conférence internationale à Berlin soutenue par l'ONU ; elle n'a pas les coudées franches car, au-delà de sa proximité historique avec Ankara, elle ne peut ignorer la présence de 4 millions de personnes d'origine turque.

Seule **la France** soutient la contradiction avec sa marine et n'hésitant pas à pointer et qualifier la « responsabilité historique et criminelle » de la Turquie. L'appartenance des deux pays à l'OTAN n'a pas empêché la confrontation des deux marines le 10 juin dernier ; le Courbet s'était juste approché d'un navire qui était en train de violer l'embargo international.

Le États-Unis se sont retirés du Proche Orient, l'OTAN est inexistante, la place est libre pour la Russie et la Turquie. Demain, maître de la Libye, le dictateur d'Ankara accentuera son chantage aux migrants. Jusqu'à quand l'Europe continuera-t-elle d'accepter et de le payer ?

Dans ce contexte mouvant, la position **de la Tunisie** est importante. Au cours de son déplacement à Paris, il y a quinze jours, le président tunisien Kaïs Saïed a eu du mal à la clarifier car il n'a pas les moyens de le faire. À 79 ans, Rached Ghannouchi est le véritable maître de la Tunisie ; patron du mouvement islamique Ennahdha, également président de l'assemblée nationale, il est affilié aux frères musulmans, et donc proche des autorités de Tripoli et de la Turquie, ce qui n'est pas de nature à être apprécié à Paris. Cela n'a pas empêché le président de profiter de sa visite pour présenter une demande d'aide financière pour faire face à une grave crise économique.

De son côté, **le Tchad** ne veut pas se laisser entrainer dans le bourbier libyen et craint le retour dans le pays et à N'Djamena de centaines de guerriers susceptibles de déstabiliser le régime.

Dans sa poussée vers l'Est, les troupes du GNA, les Turcs et miliciens commettent des **exactions** en réplique à celles commises par l'ALN ; des charniers comme ceux de Tarhouna en attestent. 60 000 personnes sont en danger. Rappelons-nous les déclarations en 2011 du colonel Kadhafi et de son fils annonçant vouloir « faire une rivière de sang à Benghazi ». Pouvons-nous ne pas réagir ? N'oublions pas qu'au-delà de considérations géostratégiques et pétrolières, la protection de la population était la première des motivations de la coalition européenne emmenée par la France.

Une nouvelle fois les démocraties européennes sont confrontées au **dilemme de l'intervention**. Doit-on laisser les populations à leur sort comme au Cambodge dans les années soixante-dix, au Rwanda en 1993-1994, ou encore dernièrement en Syrie ? Mais une intervention militaire à vocation humanitaire pose au minimum deux questions :

- Que faire après ? L'exemple libyen est éclairant à cet égard. Sans solution politique après l'intervention, sans société civile susceptible de prendre le relais, le pays connaît le chaos.
- Pour quelle durée ? Une démocratie occidentale a beaucoup de difficultés à supporter des guerres de longue durée, comme le démontre l'exemple afghan.

Ces considérations expliquent le repli américain et le progressif effacement européen.